

ENFIN! CE QUE C'EST QUE LA «DICTATURE DU PROLÉTARIAT».

Umanità nova - 28 septembre 1920

Enfin, en voilà un qui dit les choses clairement!

Quand nous disons que ce que les socialistes appellent la dictature du prolétariat n'est rien d'autre, en réalité, que la dictature de quelques hommes qui, avec l'appui d'un parti, se placent au-dessus du prolétariat et s'imposent à lui, on nous traitait jusqu'à présent de calomniateurs, ni plus ni moins.

Contre toute probabilité et contre tous les faits établis, on nous soutenait que la Russie avait résolu le problème de la quadrature du cercle, à savoir d'un gouvernement qui représente réellement les intérêts et la volonté des gouvernés.

Moscou était, par conséquent, devenue la Mecque du prolétariat: de là venait la lumière et aussi, en même temps que la lumière, les ordres péremptoires concernant les idées que devaient professer et la conduite que devaient tenir ceux qui, avec la permission de leurs supérieurs, voulaient se déclarer communistes.

Conséquence de cette merveilleuse découverte en Russie d'un gouvernement à l'image du peuple et pour le bien du peuple (ou du prolétariat si vous préférez): tout ce qui venait de Russie semblait avoir une vertu thaumaturgique; et il suffisait d'appeler soviétique à la russe n'importe quel conseil ou comité pour l'élever au rang de facteur éminemment révolutionnaire.

Mais voilà que le charme est rompu.

Et cette fois, ce n'est plus nous qui dévoilons le secret, nous anarchistes, mauvaises langues et qui ne respectent rien, par parti pris. Cette fois, c'est le journal officiel du *Parti Socialiste Italien*, l'organe le plus autorisé, jusqu'à présent, de la voix de Moscou.

C'est l'*Avanti* du 26 de ce mois qui écrit:

«... En Russie, sous le régime soviétique, le Parti dirige vraiment toute la politique de l'État; et toute activité publique, tant des particuliers que de la collectivité, est subordonnée aux décisions du Parti, de sorte que la dictature du prolétariat est vraiment la dictature du Parti et, par conséquent, celle du Comité Central lui-même».

Maintenant donc nous savons ce qui nous attend: la dictature de la direction du parti socialiste ou celle du parti communiste à naître, ou carrément celle de D'Aragona et de ses complices!

Mais les dirigeants du parti socialiste, ceux qui aspirent à la dictature, devraient comprendre que c'est impossible, du moins en Italie: c'est impossible parce que nous sommes là, nous les anarchistes et les syndicalistes.

Si, par rapport aux socialistes, nos forces étaient proportionnellement les mêmes que pour nos compagnons de Russie, ce serait simple apparemment: les dictateurs se débarrasseraient de nous par les moyens qui sont chers à toutes les dictatures, la potence et la prison; et ils continueraient jusqu'à ce qu'ils soient balayés par la révolution ou par la réaction.

Mais nous sommes désormais une force avec laquelle il faut compter; notre progression est rapide, favorisée par les circonstances, et par ce que l'*Avanti!* appelle l'excès de tempérament des masses laborieuses. Et nous sommes bien décidés à ne pas nous soumettre.

Ce n'est pas que nous croyions que les masses ont toujours raison ou que nous voulions toujours suivre les masses dans leurs humeurs changeantes. Nous avons un programme, un idéal à faire triompher, et c'est pourquoi nous nous distinguons de la masse et sommes des hommes de parti. Nous voulons agir sur la masse, la pousser dans la voie que nous croyons la meilleure; mais comme notre but à nous est de libérer et non pas de dominer, nous voulons habituer les masses à la libre initiative et à la libre action.

Nous croyons que c'est la liberté qui éduque à la liberté et à la solidarité, et c'est pourquoi nous haïssons tout ordre autoritaire, dans la société comme dans n'importe quel parti ou association particulière.

Les socialistes, eux, voudraient préparer le peuple à la liberté au-moyen de l'autorité.

Mais - et c'est là une hypothèse que nous rejetons - s'il était vrai que pour faire triompher la révolution et pour organiser la nouvelle société, il faudrait concentrer les pouvoirs publics dans les mains de quelques hommes; s'il était vrai qu'il faut bien que quelqu'un commande, alors - que les socialistes le comprennent bien - nous voudrions commander, nous, et ce n'est que contraints et forcés que nous nous soumettrions aux ordres de qui serait dans l'erreur selon nous.

Car une révolution faite selon des critères autoritaires et à des fins dictatoriales mènerait nécessairement en Italie à la guerre entre révolutionnaires et révolutionnaires.

Cela, nous ne le voudrions pas; cela, les socialistes ne devraient pas le vouloir.

C'est pourquoi, toute théorie mise à part et pour envisager les choses de façon réaliste, il conviendrait que les socialistes renoncent à toute prétention dictatoriale et qu'ils acceptent la conception libertaire de la révolution: d'une révolution qui serait variable selon les diverses conditions matérielles et morales des différentes régions, des différentes communes, des différentes corporations; qui prendrait une couleur différente selon que prévaudrait tel ou tel parti, dans tels ou tels endroits; et qui arriverait à une fin commune par l'harmonisation graduelle des intérêts et des volontés, et non pas par des mesures arbitrairement imposées d'en haut.

Si les socialistes acceptaient ce programme - liberté pour tous - beaucoup de soupçons réciproques disparaîtraient et nous pourrions coopérer aujourd'hui pour abattre le régime actuel, et demain nous entr'aider même pour un plus heureux développement du devenir révolutionnaire.

Errico MALATESTA.
